



# LA LOI DU PLUS RICHE :

Pourquoi et comment  
taxer les plus riches pour  
lutter contre les inégalités

Résumé



**OXFAM**

## Note d'information d'Oxfam – janvier 2023

Nous traversons une période sans précédent marquée par des crises multiples. Des dizaines de millions de personnes supplémentaires sont aujourd'hui confrontées à la faim. Des centaines de millions d'autres font face à des augmentations intenable du coût des produits de première nécessité ou du chauffage. Pour la première fois en 25 ans, la pauvreté gagne du terrain. Mais parallèlement, d'autres profitent de ces crises multiples. Les plus fortuné-es se sont considérablement enrichi-es, et les bénéficiaires des entreprises ont atteint des sommets, provoquant une explosion des inégalités. Ce rapport montre en quoi il est indispensable de taxer les personnes riches pour faire face à cette succession de crises sans précédent et à la montée en flèche des inégalités. Il détaille comment, dans l'histoire récente, l'imposition des plus riches était bien plus élevée. Il souligne le fait que les discours visant à taxer les personnes riches et à faire payer aux milliardaires leur juste part sont extrêmement populaires. Il met en évidence la manière dont l'imposition des personnes riches permet de limiter le pouvoir des élites et de réduire non seulement les inégalités économiques, mais aussi les inégalités raciales, de genre et coloniales. Il dévoile le montant de l'impôt que les plus riches pourraient payer, ainsi que les solutions éprouvées dont disposent les gouvernements pour lever cet impôt. Il explique comment la taxation des personnes riches peut clairement nous mettre sur la voie d'un monde plus égalitaire, durable et exempt de pauvreté.



Seinab va chercher de l'eau au barrage du comté d'Isiolo, au Kenya. Elle vit dans une région où la sécheresse sévit depuis des années. Avec sa famille, elle participe à un programme de transfert monétaire et a également reçu des équipements tels que des réservoirs et des purificateurs d'eau afin d'obtenir de l'eau potable. Photo : Loliwe Phiri/Oxfam.

## Remerciements

© Oxfam International, janvier 2023

Auteur-es principaux/ales : Martin-Brehm Christensen, Christian Hallum, Alex Maitland, Quentin Parrinello et Chiara Putaturo.

Auteur-es collaborateurs et collaboratrices : Dana Abed, Carlos Brown, Anthony Kamande, Max Lawson et Susana Ruiz.

Commanditaire : Chiara Putaturo.

Oxfam remercie Nabil Abdo, Nabil Ahmed, Alejandra Alayza Moncloa, Miguel Alba Ruiz-Morales, Pankaj Anand, Ernesto Archila, Esmé Berkhout, Helen Bunting, Anna Byhovskaya, Karla Castillo, Katy Chakraborty, Roland Chauville, Jacques-Chai Chomthongdi, Chloe Christman, Marc Cohen, Hernan Cortes, Lies Craeynest, Grazielle Custódio, Nadia Daar, Julien Desiderio, Nayeem Emran, Catherine Eyzaguirre Morales, Gustavo Ferroni, Anouk Franck, Jonas Gielfeldt, Edward Gillespie, Rod Goodbun, Lea Guerin, Irene Guijt, Matt Hamilton, Victoria Harnett, Ana Heatley Tejada, Franziska Humbert, Ruud Huurman, Didier Jacobs, Tobias Kjær, Iñigo Macías Aymar, Anna Marriott, Mikhail Maslennikov, Kevin May, Carlos Mejia, Ruth Mhlanga, Daniel Mulé, Jefferson Nascimento, Ioan Nemes, Fati Nzi-Hassane, Francis Odokorach Shanty, Joseph Olwenyi, Léa Pelletier-Marcotte, Marta Pieri, Pravas Ranjan Mishra, Jennifer Reid, Helen Ripmeester, Hanna Saarinen, Manuel Schmitt, Emma Seery, Robert Silverman, Danielle Smith, Peter Struijf, Irit Tamir, Annie Theriault, Ian Thomson, Sarah Vaes, Pubudini Wickramaratne et Deepak Xavier pour leurs contributions.

Design par Nigel Willmott.

Traduction et relecture : eXcelLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard), Morgane Menichini et Barbara Scottu.

Oxfam remercie les experts et expertes ayant généreusement apporté leur aide : Mercedes D'Alessandro, Danny Dorling, Jayati Ghosh, Deborah Hardoon, Fatimah Kelleher, Chenai Mukumba, Anthony Shorrocks, Nishant Yonzan et Gabriel Zucman.

Ce document a été écrit afin d'alimenter le débat public autour des questions de politique humanitaire et de développement.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org).

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins pédagogiques, de plaidoyer, de campagne et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

E-mail : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la publication.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International en janvier 2023. DOI : 10.21201/2023.621477

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Crédit de la photo de couverture : Un groupe de manifestant-es appelle à imposer la fortune. Asian Peoples' Movement on Debt and Development.

## Résumé

Entre 2014 et 2018, Elon Musk, l'un des hommes les plus riches au monde, a bénéficié d'un taux d'imposition réel dépassant à peine 3 %<sup>1</sup>.

Aber Christine, qui vend du riz, de la farine et du soja sur un marché du nord de l'Ouganda, dégage 80 dollars de bénéfices par mois. Elle est imposée à 40 %<sup>2</sup>.

### La loi du plus riche

Nous traversons une période sans précédent marquée par des crises multiples. Des dizaines de millions de personnes supplémentaires sont confrontées à la faim. Des centaines de millions d'autres font face à des augmentations intenable du coût des produits de base ou du chauffage. Le dérèglement climatique paralyse les économies, tandis que sécheresses, cyclones et inondations contraignent de nombreuses personnes à fuir. Des millions de personnes sont encore ébranlées par l'impact persistant de la COVID-19, qui a déjà tué plus de 20 millions de personnes<sup>3</sup>. Pour la première fois en 25 ans, la pauvreté gagne du terrain<sup>4</sup>. Mais parallèlement, d'autres profitent de ces crises multiples. Les plus fortuné-es se sont considérablement enrichi-es, et les bénéfices des entreprises ont atteint des sommets, provoquant une explosion des inégalités.

- Depuis 2020, les 1 % les plus riches ont capté près des deux tiers de toutes les nouvelles richesses, soit près de deux fois plus que les 99 % les plus pauvres de la population mondiale<sup>5</sup>.
- La fortune des milliardaires augmente de 2,7 milliards de dollars par jour<sup>6</sup>, alors même que les salaires de 1,7 milliard de personnes, soit plus que la population de l'Inde, ne suivent pas le rythme de l'inflation<sup>7</sup>.
- Les entreprises des secteurs de l'alimentation et de l'énergie ont plus que doublé leurs bénéfices en 2022, versant 257 milliards de dollars à leurs riches actionnaires<sup>8</sup>, alors que plus de 800 millions de personnes se couchent le ventre vide<sup>9</sup>.
- Seulement 4 cents par dollar de recettes fiscales proviennent d'impôts sur le patrimoine<sup>10</sup>, et la moitié des milliardaires dans le monde résident dans des pays n'appliquant pas de droits de succession sur l'argent qu'ils donnent à leurs enfants<sup>11</sup>.
- Un impôt taxant jusqu'à 5 % de la fortune des multimillionnaires et des milliardaires du monde entier pourrait rapporter 1 700 milliards de dollars par an, soit une somme suffisante pour sortir 2 milliards de personnes de la pauvreté et financer un plan mondial d'éradication de la faim<sup>12</sup>.

Ce rapport montre en quoi il est indispensable de taxer les personnes riches pour faire face à cette succession de crises sans précédent et à la montée en flèche des inégalités. Il explique comment la taxation des personnes riches peut clairement nous mettre sur la voie d'un monde plus égalitaire, durable et exempt de pauvreté.

Le rapport détaille comment, dans l'histoire récente, l'imposition des plus riches était bien plus élevée. Il souligne le fait que les discours visant à taxer les personnes riches et à faire payer aux milliardaires leur juste part sont extrêmement populaires. Il met en évidence la manière dont l'imposition des personnes riches permet de limiter le pouvoir des élites et de réduire non seulement les inégalités économiques, mais aussi les inégalités raciales, de genre et coloniales. Il dévoile enfin le montant de l'impôt que les plus riches pourraient payer, ainsi que solutions éprouvées dont disposent les gouvernements pour lever cet impôt.

### Une période de crise source d'énormes souffrances pour la majeure partie de l'humanité

Alors que les milliardaires, les membres des gouvernements et les chef-fes d'entreprise s'envolent pour se réunir au sommet de Davos en Suisse, le monde essuie une série de crises dramatiques, dangereuses et destructrices. Ces crises ont un impact épouvantable sur la majorité des gens, comme le constate Oxfam dans son travail à travers le monde.

En 2022, la Banque mondiale a annoncé que l'objectif d'éradication de l'extrême pauvreté à l'horizon 2030 ne pourra pas être atteint et que « les progrès accomplis dans la réduction de l'extrême pauvreté ont été stoppés » dans un contexte où les inégalités mondiales risquent de connaître leur plus forte augmentation et où la lutte contre la pauvreté dans le monde a connu son plus grand recul depuis la Seconde Guerre mondiale<sup>13</sup>. D'après le FMI, un tiers de l'économie mondiale sera en récession en 2023<sup>14</sup>. Pour la première fois, le PNUD a constaté que le développement humain est en recul dans neuf pays sur dix<sup>15</sup>.

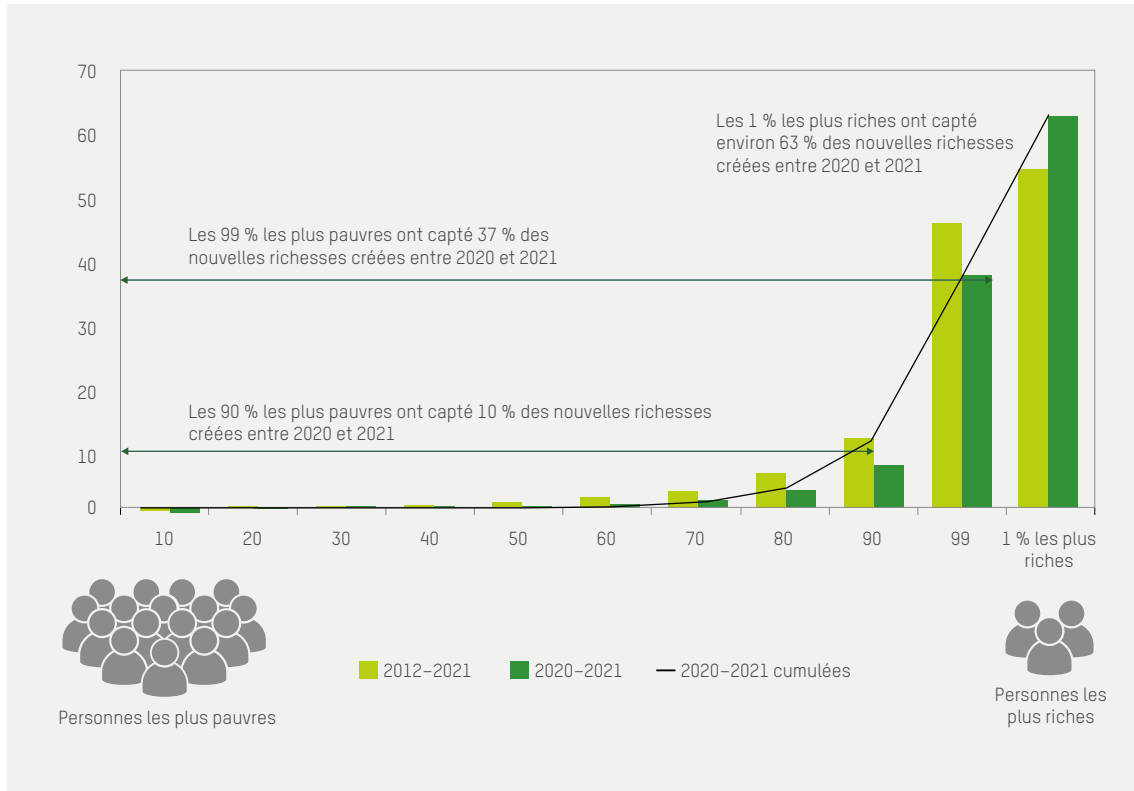
Selon Oxfam, les salaires d'au moins 1,7 milliard de personnes dans le monde ne suivent pas le rythme de l'inflation en 2022<sup>16</sup>, ce qui représente une baisse réelle de leur capacité à acheter de la nourriture ou à régler leurs factures d'électricité.

Des nations entières sont menacées de faillite, le remboursement de la dette échappant à tout contrôle. Les pays les plus pauvres consacrent un budget quatre fois plus important au remboursement de leurs dettes (souvent auprès de riches bailleurs privés au comportement prédateur) qu'aux soins de santé<sup>17</sup>. Nombre d'entre eux prévoient également des réductions radicales de leurs dépenses. Selon Oxfam, les trois quarts des gouvernements prévoient de réduire leurs dépenses au cours des cinq prochaines années pour un total de 7 800 milliards de dollars<sup>18</sup>.

### La crise génère des fortunes colossales pour une poignée de personnes

Dans le même temps, l'ampleur de la fortune - déjà record - accumulée par les plus riches s'est accélérée. La succession de crises mondiales a permis à une petite élite d'amasser d'énormes richesses. Au cours des dix dernières années, les 1 % les plus riches de l'humanité ont capté plus de la moitié de toutes les nouvelles richesses dans le monde<sup>19</sup>. D'après l'analyse menée par Oxfam sur les données du Credit Suisse, cet accaparement des richesses par les très grandes fortunes s'est accéléré depuis 2020. Les 1 % les plus riches ont ainsi capté près de deux tiers de toutes les nouvelles richesses, soit six fois plus que les 90 % les plus pauvres de l'humanité<sup>20</sup>. Depuis 2020, pour chaque dollar de nouvelle richesse mondiale gagné par une personne faisant partie des 90 % les plus pauvres, un-e milliardaire a gagné 1,7 million de dollars<sup>21</sup>.

**GRAPHIQUE 1 : PART DE NOUVELLES RICHESSES CAPTÉES (EN POURCENTAGE DU TOTAL DE NOUVELLES RICHESSES)**

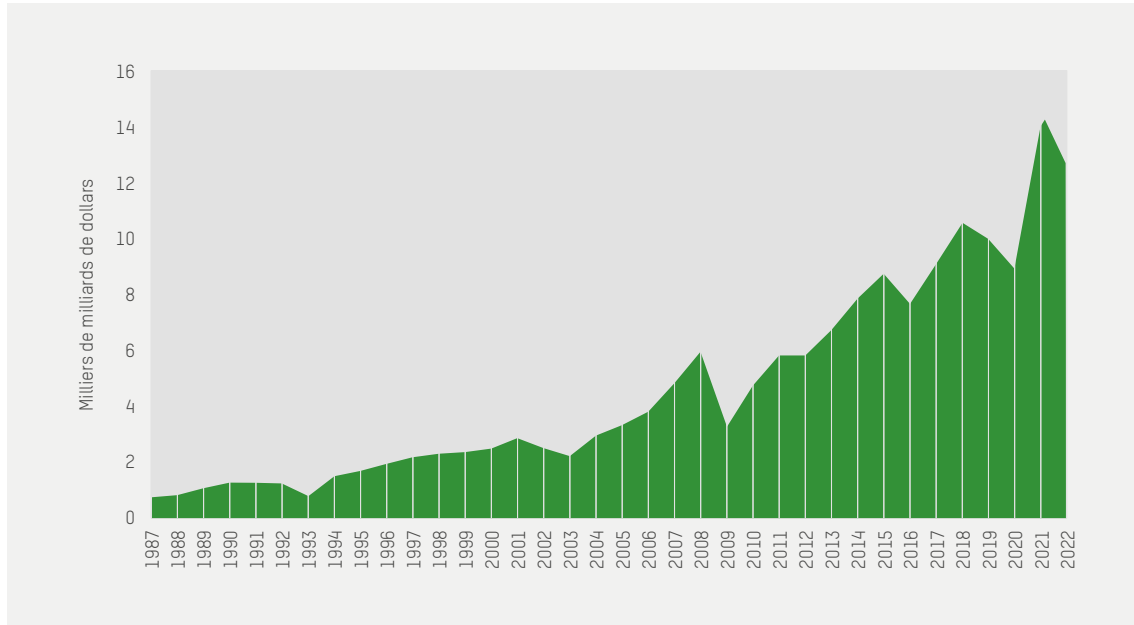


Les milliardaires ont enregistré des profits record pendant la pandémie. L'afflux d'argent public injecté dans l'économie par les pays riches, qui était nécessaire pour soutenir leurs citoyen-nes, a également alimenté la hausse des prix des actifs et, avec elle, la fortune des milliardaires. En l'absence d'un impôt progressif, les grandes fortunes ont donc amassé des richesses sans précédent.

Même si la fortune des milliardaires a légèrement diminué depuis le pic de 2021, elle reste supérieure de plusieurs milliers de milliards de dollars à celle d'avant la pandémie<sup>23</sup>. Cette aubaine pour les très grandes fortunes, due à la crise, vient s'ajouter à de nombreuses années de croissance spectaculaire des richesses pour les plus riches et à une intensification des inégalités de richesses.

La crise actuelle du coût de la vie, avec la montée en flèche du prix des denrées alimentaires et de l'énergie, génère également des gains spectaculaires pour celles et ceux qui se trouvent en haut de la pyramide. Les entreprises des secteurs de l'alimentation et de l'énergie enregistrent des bénéfices records et versent des sommes sans précédent à leurs riches actionnaires et propriétaires milliardaires. Les profits des entreprises sont à l'origine d'au moins 50 % de l'inflation en Australie, aux États-Unis et en Europe, dans ce qui est autant une crise du coût de l'exigence du capital qu'une crise du coût de la vie<sup>24</sup>.

**GRAPHIQUE 2 : AUGMENTATION DE LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES SUR LA PÉRIODE 1987-2022 EN MILLIARDS DE DOLLARS (EN TERMES RÉELS)**



Source : Classement Forbes des milliardaires dans le monde<sup>25</sup>.

### Chaque milliardaire est un échec politique

Les concentrations extrêmes de richesse sapent la croissance économique, corrompent la sphère politique et les médias, fragilisent la démocratie et favorisent la polarisation politique. Une nouvelle étude d'Oxfam montre par ailleurs que les plus riches contribuent de manière disproportionnée au dérèglement climatique : un-e milliardaire émet un million de fois plus de carbone qu'un-e citoyen-ne ordinaire<sup>26</sup>, et les milliardaires sont deux fois plus susceptibles qu'un investisseur ou une investisseuse moyen-ne d'investir dans des industries polluantes comme les combustibles fossiles<sup>27</sup>.

L'existence même de milliardaires prospères et de bénéfiques records alors que la majeure partie de la population mondiale est confrontée à l'austérité, à une pauvreté croissante et à une crise du coût de la vie confirme que le système économique ne répond pas aux besoins de l'humanité. Pendant trop longtemps, les gouvernements, les institutions financières internationales et les élites ont dupé le monde avec la soi-disant théorie du ruissellement, selon laquelle une faible imposition alliée à des gains élevés pour une minorité profiteraient finalement à tou-tes. Cette théorie n'a aucun fondement réel.

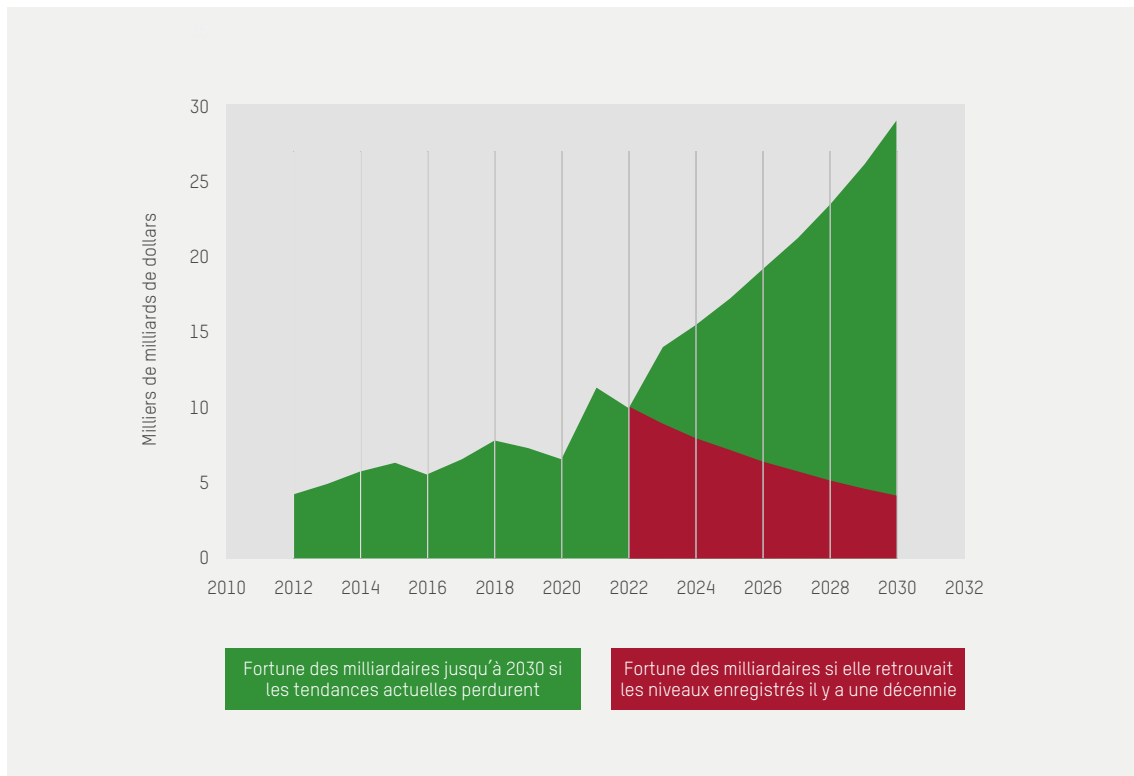
Cette théorie et le système économique qui en découle nous ont privé-es des moyens et de l'imagination même pour faire face à ce nouveau temps de crise. Nos dirigeant-es restent obnubilé-es par ce système, pourtant largement discrédité. Ce système continue à profiter à une poignée de personnes au sommet de l'échelle, principalement des hommes blancs et riches dans les pays du nord<sup>28</sup>.

Pour briser le cycle de l'accumulation sans fin des richesses par les milliardaires, les gouvernements doivent s'attaquer aux nombreux biais qui faussent l'économie en leur faveur, notamment concernant le droit du travail, la privatisation des biens publics, la rémunération des PDG, etc. Si toutes ces actions sont nécessaires, Oxfam expose dans le présent rapport l'une des solutions clés qui, selon elle, recèle un immense potentiel : l'imposition des personnes riches. Selon Oxfam, le monde devrait tout d'abord chercher à réduire de moitié la concentration des richesses des milliardaires d'ici 2030, à la fois en augmentant les impôts sur les 1 % les plus riches et en adoptant d'autres politiques contre la concentration des richesses entre les mains des milliardaires. Cela permettrait de ramener le nombre de milliardaires et leur fortune à leur niveau de 2012. À plus long terme, abolir complètement les milliardaires pourrait devenir un objectif imaginable, dans le cadre d'une répartition plus juste et plus rationnelle des richesses dans le monde.



La fiscalité jouera un rôle crucial dans la concrétisation de cette vision, mais cela ne sera possible que si nous rompons radicalement avec des décennies de réductions d'impôts pour les riches et les entreprises.

**GRAPHIQUE 3 : L'AUTRE FLANC DE LA MONTAGNE - DEUX SCÉNARIOS POUR LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES ENTRE AUJOURD'HUI ET 2030**



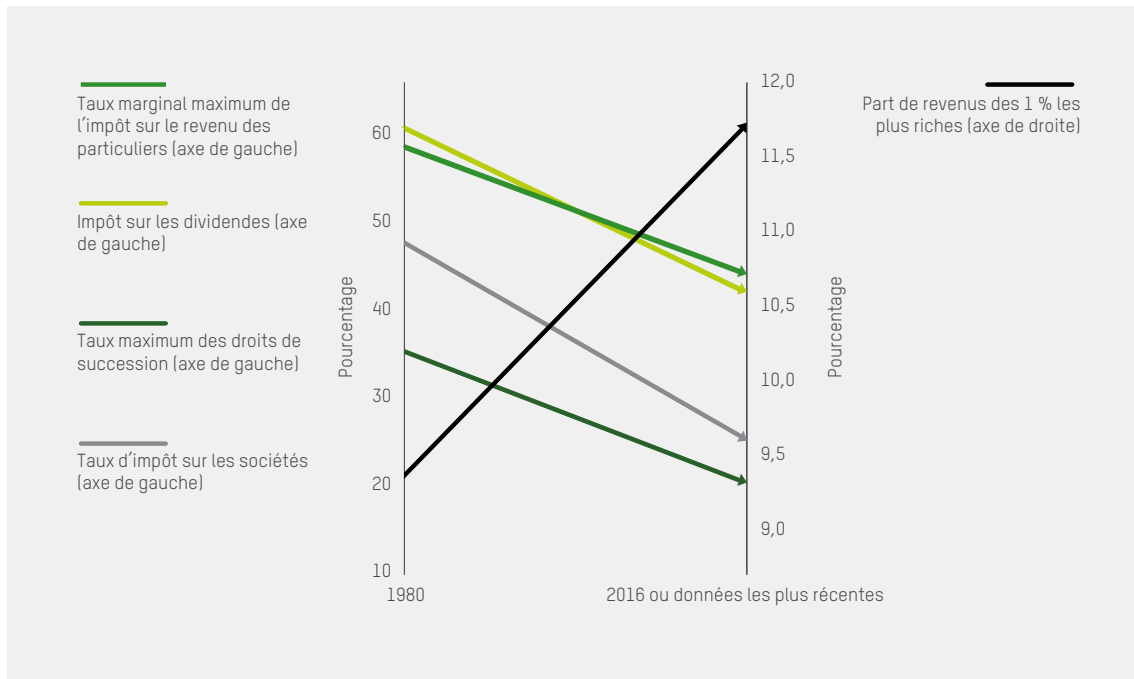
Source : Calculs d'Oxfam basés sur l'analyse du classement Forbes des milliardaires dans le monde<sup>29</sup>. Le graphique 3 illustre deux scénarii : dans le premier, la richesse des milliardaires continue d'augmenter au même rythme qu'au cours des dix dernières années. Dans le deuxième, des impôts et autres mesures sont mises en œuvre afin de ramener la richesse des milliardaires au même niveau qu'il y a dix ans.

L'augmentation spectaculaire de la fortune et des revenus en haut de l'échelle a coïncidé avec une forte baisse de l'impôt des 1 % les plus riches.

S'il existe des différences entre les pays, on retrouve une tendance générale à la réduction des impôts des personnes riches dans toutes les régions du monde.

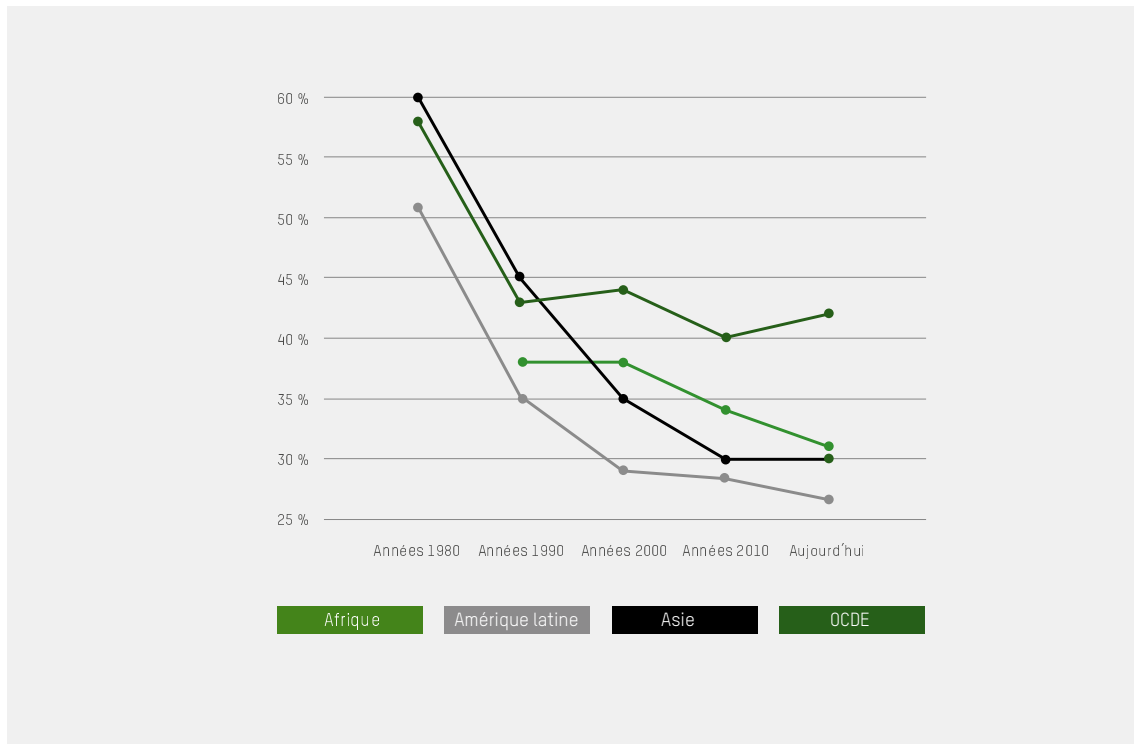


**GRAPHIQUE 4 : DANS LES PAYS RICHES, LA BAISSÉ DES TAUX DE L'IMPÔT SUR LA FORTUNE A COÏNCIDÉ AVEC LA HAUSSE DE LA PART DES REVENUS CAPTÉS PAR LES 1 % LES PLUS RICHES.**



Source : Calculs d'Oxfam basés sur les données du World Inequality Lab, du FMI, de l'OCDE et de Scheve et Stasavage (2016)<sup>30</sup>.

**GRAPHIQUE 5 : TAUX MAXIMUM DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS POUR LES RICHES**



Source : Calculs d'Oxfam basés sur des données d'OCDE Stats, de la CESAP et de l'ODI<sup>31</sup>.

- Pour chaque dollar collecté en impôts, seulement quatre cents proviennent d'impôts sur le patrimoine des plus riches<sup>32</sup>. L'absence d'impôt sur la fortune est plus prononcée dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où les inégalités sont les plus fortes<sup>33</sup>.
- Deux tiers des pays n'appliquent aucune forme d'imposition sur les successions concernant la fortune et les actifs transmis aux descendant-es direct-es<sup>34</sup>. La moitié des milliardaires du monde vivent désormais dans des pays qui n'appliquent pas ce type de taxe, ce qui signifie que 5 000 milliards de dollars seront transmis à la génération suivante en échappant à l'impôt, soit une somme supérieure au PIB de l'Afrique<sup>35</sup>. Une nouvelle aristocratie puissante et incontrôlée irresponsable est en train de voir le jour sous nos yeux.
- Les taux marginaux d'imposition sur le revenu ont baissé et sont moins progressifs, le taux marginal moyen d'imposition étant passé de 58 % en 1980 à 42 % plus récemment dans les pays de l'OCDE. Sur 100 pays dans le monde, le taux moyen est encore plus bas, à 31 %<sup>36</sup>.
- Les taux d'imposition sur les revenus du capital (qui constituent dans la plupart des pays la principale source de revenus pour les 1 % les plus riches) ne s'élèvent en moyenne qu'à 18 % dans plus de 100 pays. Seuls trois pays imposent davantage les revenus du capital que les revenus du travail<sup>37</sup>.

Les résultats sont effarants. En zoomant sur le sommet de l'échelle, on constate que bon nombre des hommes les plus riches de la planète ne paient pratiquement pas d'impôts. Le « taux d'imposition réel » d'Elon Musk, l'un des hommes les plus riches du monde, ne serait que de 3,2 %<sup>38</sup>, et celui de Jeff Bezos, autre milliardaire, serait inférieur à 1 %<sup>39</sup>. À titre de comparaison, Aber Christine, vendeuse sur un marché en Ouganda avec laquelle Oxfam travaille, est imposée à hauteur de 40 % de ses bénéfices<sup>40</sup>.



Photo : Josep Monter Martinez/Pixabay

### Encadré 1 : Quand le taux marginal de l'impôt des plus riches aux états-unis était de 90 %.

Les impôts sur les plus riches étaient autrefois beaucoup plus élevés. Aux États-Unis, le taux marginal de l'impôt fédéral sur le revenu était de 91 % entre 1951 et 1963 ; le taux marginal en matière de droits de succession était de 77 % jusqu'en 1975 ; et le taux de l'impôt sur les sociétés était en moyenne légèrement supérieur à 50 % pendant les années 1950 et 1960<sup>41</sup>. D'autres pays riches ont connu des taux d'imposition similaires. Ces taux d'imposition élevés étaient soutenus par toutes les sensibilités politiques et ont coexisté avec certaines des décennies les plus prospères que nous ayons connues en matière de développement économique.

### L'imposition des personnes riches est l'un des outils les plus stratégiques pour lutter contre les inégalités et combattre la succession de crises

Une plus grande imposition des personnes riches et des entreprises est la porte de sortie de la succession de crises que nous vivons. Cela pourrait permettre d'éviter l'austérité et de combattre l'inflation et la hausse des prix, et empêcher la cruauté inutile de la pauvreté et de la faim à grande échelle.

Une fiscalité plus forte sur les plus riches est une condition préalable pour voir les gouvernements déployer des stratégies de réduction des inégalités, car elle donne les ressources nécessaires pour investir dans les soins de santé et l'éducation universels, dans des sociétés plus heureuses et en meilleure santé, dans l'innovation, la recherche et le développement, dans la transition vers des économies vertes et pour stopper le dérèglement climatique.

Aux côtés de l'Institute for Policy Studies, les Patriotic Millionaires et la Fight Inequality Alliance, Oxfam a utilisé les données de Wealth-X et de Forbes pour calculer qu'un impôt sur la fortune de 2 % sur les millionnaires du monde entier, de 3 % sur ceux dont la fortune dépasse 50 millions de dollars et de 5 % sur les milliardaires du monde entier permettrait de collecter chaque année 1 700 milliards de dollars. Cette somme serait suffisante pour sortir 2 milliards de personnes de la pauvreté. Ce montant pourrait en outre combler le déficit de financement des appels humanitaires d'urgence des Nations Unies et financer un plan mondial d'éradication de la faim. Une telle mesure pourrait enfin contribuer au financement des pertes et dommages causés par le dérèglement climatique dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, et assurer des soins de santé et une protection sociale universels aux 3,6 milliards de citoyen·nes des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure<sup>42</sup>.

L'imposition des grandes fortunes réduit directement le nombre de personnes fortunées et leurs richesses, créant ainsi des sociétés plus égalitaires et empêchant l'émergence d'élites puissantes, incontrôlées et semi-aristocratiques. Elle amenuise également les effets dévastateurs des inégalités sociales.

Dans un esprit de solidarité, les impôts des plus riches avaient été augmentés lors des précédentes crises. Ce scénario ne s'est hélas pas reproduit au plus fort de la pandémie. Au lieu de cela, 95 % des pays n'ont pas augmenté, voire ont *diminué*, les impôts sur la fortune et sur les sociétés<sup>43</sup>.

### Le vent tourne...

Cette succession de crises ébranle enfin les vieux schémas de pensée. L'idée de taxer davantage les riches pour aider les gens à traverser ces crises est de plus en plus souvent défendue au-delà des clivages politiques historiques, y compris, contre toute probabilité, par des institutions comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque centrale européenne (BCE). Le véritable tournant est venu du Royaume-Uni, lorsque le gouvernement a dû faire marche arrière sur une série de propositions de baisse d'impôts pour les riches en octobre 2022 suite à l'émergence d'une crise économique et politique<sup>44</sup>.

Des failles apparaissent aujourd'hui dans le consensus qui a présidé pendant des décennies en faveur d'un allègement de la fiscalité pour les riches et les sociétés. Mais le mur ne tombera pas sans une action déterminée des citoyen·nes ordinaires. Dans les faits, les réductions d'impôts pour les riches n'ont jamais été motivées par un soutien populaire : les sondages réalisés dans de nombreux pays révèlent que les citoyen·nes partout dans le monde considèrent depuis longtemps qu'il est nécessaire d'augmenter les impôts pour les personnes riches et que cela relève du bon sens (voir Encadré 2). Pour que les choses changent, nous devons mettre fin à la confiscation politique qui a conduit à un allègement constant de la fiscalité pour les riches et les sociétés.

### Encadré 2 : Taxer les riches : une idée très populaire, même auprès des riches

Les sondages indiquent régulièrement que la plupart des gens sont favorables au fait de taxer les personnes riches<sup>45</sup>. Aux États-Unis, ils montrent que pour la première fois au cours de la dernière décennie, la majorité des citoyen·nes commencent à convenir que le gouvernement devrait redistribuer les richesses en imposant lourdement les personnes riches<sup>46</sup>. 80 % des Indien·nes seraient favorables à une hausse de l'impôt pour les personnes riches<sup>47</sup>, et 85 % des Brésilien·nes seraient favorables à une hausse des impôts sur les grandes fortunes pour financer les services essentiels<sup>48</sup>. En Afrique, 69 % des personnes interrogées dans 34 pays s'accordent à dire qu'il est juste de taxer les personnes riches à un taux plus élevé que les citoyen·nes ordinaires afin de financer les programmes gouvernementaux en faveur des pauvres<sup>49</sup>.

Même les grandes fortunes approuvent cette stratégie. En janvier 2022, plus de 100 millionnaires ont signé une lettre appelant à une hausse des impôts<sup>50</sup>.

Face à ces nouvelles crises, nous devons tirer les leçons de la COVID-19. Les gouvernements du monde entier doivent rapidement réviser à la hausse les impôts pour les plus riches.

### Vers un nouveau sens commun

Nous devons réimaginer, réinventer et réorienter nos économies pour faire face à ces crises, afin de construire de toute urgence un monde plus égalitaire et sauver notre planète. Nous devons notamment réapprendre les leçons de notre propre histoire, lorsque les riches payaient leur juste part d'impôts et que ces impôts contribuaient à financer l'élargissement des droits comme l'accès universel aux soins de santé et à l'éducation.

Les inégalités ne sont pas une fatalité, mais un choix politique. Les gouvernements peuvent prendre des mesures claires, concrètes et pratiques pour réduire radicalement les inégalités et se donner la puissance de feu fiscale nécessaire pour protéger leurs citoyen·nes. Ils peuvent choisir de les aider à traverser les crises en toute sécurité, au lieu de leur imposer des souffrances inutiles par des politiques d'austérité.

### À quel taux faut-il imposer les grandes fortunes ?

Oxfam préconise que chaque pays mette en œuvre un bouquet fiscal qui verrait les 1 % les plus riches assujettis à un taux d'imposition bien plus élevé, par exemple d'au moins 60 % sur leurs revenus, et les multimillionnaires et les milliardaires à des taux encore plus élevés. Un taux unique devrait s'appliquer à l'ensemble de leurs revenus issus du travail et des revenus du capital.

Pour appliquer de tels taux, il faudrait au moins doubler le taux moyen actuel, qui n'est que de 31 % sur le revenu des particuliers les plus riches dans 100 pays, et quadrupler le taux sur les revenus du capital, qui n'est actuellement que de 18 % en moyenne dans 123 pays<sup>51</sup>. Des taux d'imposition marginaux de 60 % et plus sur le revenu des riches particuliers ont été la norme pendant une grande partie du XX<sup>e</sup> siècle<sup>52</sup>. Pour les très grandes fortunes, riches de plusieurs millions ou milliards de dollars, les taux d'imposition marginaux devraient être de 75 % ou plus afin de décourager les rémunérations faramineuses des dirigeant·es.

Si les gouvernements veulent imposer le revenu de manière globale, ils doivent veiller à imposer les revenus du capital au moins autant, sinon plus, que les revenus issus du travail. Dans la plupart des pays, les revenus du capital constituent la principale source de revenus des riches ; dans la plupart des juridictions, ils sont actuellement imposés à des taux bien inférieurs à ceux des revenus du travail.

Les États devraient mettre en place de toute urgence un impôt exceptionnel de solidarité sur la fortune afin de récupérer les gains amassés pendant la pandémie grâce à l'argent public. Un impôt permanent sur la fortune devrait être mis en place et fixé à un taux suffisamment élevé pour réduire progressivement la concentration des richesses. D'après Oxfam, pour simplement stabiliser la fortune des milliardaires au cours des cinq dernières années, les États auraient dû appliquer chaque année un impôt sur la fortune de 12,8 %<sup>53</sup>. La fiscalité ne devrait pas être le seul levier pour réduire le nombre de milliardaires et de très grandes fortunes. D'autres mesures sont nécessaires pour construire une économie qui ne produise pas de telles disparités extrêmes des richesses en premier lieu. Néanmoins, l'imposition sur la fortune peut et doit jouer un rôle central pour combler le fossé des inégalités.

L'imposition sur la fortune devrait inclure un renforcement de l'impôt foncier sur les plus riches. Chaque pays doit également appliquer un taux élevé en matière de droits de succession pour les très grandes fortunes afin d'éviter que les inégalités ne se perpétuent pendant des générations et d'empêcher l'émergence d'une nouvelle aristocratie. Au-delà de ces impôts, les États devraient également explorer le recours à un impôt sur le patrimoine net.

### **Il est temps de taxer les riches**

Une fiscalité plus forte sur la fortune n'est pas la seule réponse à la crise des inégalités, mais elle en est un élément fondamental. Il est temps que les États s'affranchissent de décennies d'idéologie vouée à l'échec et de l'influence des riches élites pour faire ce qu'il faut, à savoir taxer les riches.

Les recettes générées par cette nouvelle vague de fiscalité progressive pourraient alors être utilisées pour construire un avenir plus juste, plus équitable et plus durable pour nous tou-tes.

Les États doivent utiliser les leviers fiscaux à leur disposition pour renverser le cours des inégalités en suivant les quatre mesures suivantes pour un monde plus égalitaire :

1. Instaurer un impôt exceptionnel de solidarité sur la fortune et une taxe sur les bénéfices exceptionnels des entreprises et taxer nettement plus les versements de dividendes afin de mettre un terme aux profits de la crise.
2. Augmenter de façon permanente l'impôt sur le revenu (travail et capital) des 1 % les plus riches pour atteindre par exemple un taux minimum de 60 %, avec des taux plus élevés pour les multimillionnaires et les milliardaires.
3. Imposer la fortune des super-riches à des taux suffisamment élevés pour réduire systématiquement l'extrême richesse et diminuer la concentration du pouvoir et les inégalités.
4. Utiliser les recettes découlant de cette nouvelle taxe pour augmenter les dépenses publiques dans les secteurs qui réduisent les inégalités, comme les soins de santé, l'éducation et la sécurité alimentaire, et pour financer la transition juste vers un monde sobre en carbone.

## Notes

- 1 ProPublica (8 juin 2021), *The Secret IRS Files: Trove of Never-Before-Seen Records Reveal How the Wealthiest Avoid Income Tax*. <https://www.propublica.org/article/the-secret-irs-files-trove-of-never-before-seen-records-reveal-how-the-wealthiest-avoid-income-tax>
- 2 Source : Oxfam en Ouganda, projet pour la justice fiscale pour les femmes et les filles.
- 3 *The Economist* (12 décembre 2022), *The pandemic's true death toll: Our daily estimate of excess deaths around the world* [Article payant]. Dernière visite le 12 décembre 2022. <https://www.economist.com/graphic-detail/coronavirus-excess-deaths-estimates>
- 4 Alors que l'extrême richesse augmente depuis de nombreuses années (voir Section 1.1), l'extrême pauvreté était en baisse constante. La COVID-19 a changé la donne en provoquant le premier regain d'extrême pauvreté dans le monde depuis plus de deux décennies. Banque mondiale (2022), *Poverty and Shared Prosperity: Correcting Course*. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/37739/9781464818936.pdf>
- 5 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.5.
- 6 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat 1.6.
- 7 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.15. L'Inde compte 1,39 milliard d'habitant-es. Source : Données de la Banque mondiale. Population, total - Inde. Disponible à l'adresse : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=IN>
- 8 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 2.1.
- 9 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2022), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable*. Rome : FAO. <https://www.fao.org/documents/card/fr/c/CC0639FR>
- 10 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.4.2.
- 11 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.14.
- 12 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.22.
- 13 Banque mondiale (2022), *Poverty and Shared Prosperity 2022: Correcting Course*, op. cit. ; et Banque mondiale (5 octobre 2022), *La réduction de l'extrême pauvreté dans le monde est au point mort*. Communiqué de presse. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/10/05/global-progress-in-reducing-extreme-poverty-grinds-to-a-halt>
- 14 P-0 Gourinchas (11 octobre 2022), *Alors que l'horizon s'assombrit, les décideurs doivent garder le cap*. Blog du FMI. <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2022/10/11/policymakers-need-steady-hand-as-storm-clouds-gather-over-global-economy>
- 15 PNUD (2022), *Rapport sur le développement humain 2021/2022*. <https://hdr.undp.org/content/human-development-report-2021-22>
- 16 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.15.
- 17 Oxfam (14 novembre 2022), *G20 must tackle the "cost of profit" crisis causing chaos worldwide*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/g20-must-tackle-cost-profit-crisis-causing-chaos-worldwide#:~:text=In%202021%2C%20on%20average%2C%20poor,G20%2C%20are%2071%25%20loans..>
- 18 J. Walker et al. (2022), *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2022*. Oxfam et Development Finance International. DOI : 10.21201/2022.9325. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621419/rr-cri-2022-111022-fr.pdf?sequence=30>
- 19 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.2.
- 20 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.5.
- 21 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.4.
- 22 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.0.
- 23 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.14.
- 24 J. Bivens (21 avril 2022), *Corporate profits have contributed disproportionately to inflation. How should policymakers respond?* Economic Policy Institute. Working Economics Blog. <https://www.epi.org/blog/corporate-profits-have-contributed-disproportionately-to-inflation-how-should-policymakers-respond/> ; Unite (2022), *Unite Investigates: Corporate profiteering and the cost of living crisis*. Les données portent sur la période octobre 2021-mars 2022. <https://www.uniteunion.org/media/4757/unite-investigates-corporate-profiteering-and-the-col-crisis.pdf> ; et The Australia Institute (18 juillet 2022), *Profits Causing Inflation in Australia, Not Wages: European Central Bank & ABS Data Reveal*. <https://australiainstitute.org.au/post/profits-causing-inflation-in-australia-not-wages-european-central-bank-abs-data-reveal/>
- 25 K. A. Dolan et C. Peterson-Withorn (eds) (2022), *Forbes World's Billionaires List: The Richest in 2022*. <https://www.forbes.com/billionaires/>.
- 26 A. Maitland et al. (2022), *Les milliardaires du carbone : Les émissions liées aux investissements des personnes les plus riches du monde*. Oxfam. DOI : 10.21201/2022.9684. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621446/bn-carbon-billionaires-071122-fr.pdf?sequence=15>
- 27 Ibid.
- 28 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 1.10 et 1.11.

- 29 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.9.
- 30 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.1.
- 31 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.2.
- 32 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.4.2.
- 33 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.23.
- 34 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.15.
- 35 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.14.
- 36 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.1 et 3.8.
- 37 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.12.
- 38 ProPublica (8 juin 2021), *The Secret IRS Files*, op. cit.
- 39 Ibid.
- 40 Source : Oxfam en Ouganda, op cit.
- 41 E. Saez et G. Zucman (2019), *The Triumph of Injustice: How the Rich Dodge Taxes and How to Make Them Pay*. New York : W. W. Norton & Company.
- 42 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.22
- 43 Oxfam (11 octobre 2022), *Un nouvel indice montre que les gouvernements du monde entier ont alimenté une explosion des inégalités durant la pandémie de COVID-19*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/un-nouvel-indice-montre-que-les-gouvernements-du-monde-entier-ont-alimente-une>.
- 44 P. Walker, P. Crerar et R. Mason (14 octobre 2022), *Liz Truss sacks Kwasi Kwarteng before corporation tax U-turn*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/politics/2022/oct/14/liz-truss-press-conference-u-turn-corporation-tax-kwasi-kwarteng>
- 45 E. McCloskey (5 octobre 2022), *Taxing the rich is really, really popular...everywhere*. Blog de Patriotic Millionaires. <https://patrioticmillionaires.org/2022/10/05/taxing-the-rich-is-really-really-popular-everywhere>
- 46 F. Newport (12 août 2022), *Average American Remains OK With Higher Taxes on Rich*. Blog de Gallup Polling Matters. <https://news.gallup.com/opinion/polling-matters/396737/average-american-remains-higher-taxes-rich.aspx>
- 47 Fight Inequality Alliance (27 janvier 2022), *Every 8 out of 10 Indians want tax on the rich & companies profited during pandemic: Fight Inequality Alliance survey*. Communiqué de presse. <https://www.fightinequality.org/news/every-8-out-10-indians-want-tax-rich>
- 48 Oxfam Brésil (14 septembre 2022), *Brasileiros defendem impostos sobre mais ricos para financiar renda e assistência social a quem mais precisa*. Communiqué de presse [portugais]. <https://www.oxfam.org.br/noticias/brasileiros-defendem-impostos-sobre-mais-ricos-para-financiar-renda-e-assistencia-social-a-quem-mais-precisa/>
- 49 T. Isbell (2022), *Footing the bill? Less legitimacy, more avoidance mark African views on taxation*. Afrobarometer. <https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2022/02/pp78-pap6-less-legitimacy-more-avoidance-mark-africans-views-on-taxation-afrobarometer-policy-paper-28jan22.pdf>
- 50 Oxfam (19 janvier 2022), *Over 100 millionaires call for wealth taxes on the richest to raise revenue that could lift billions out of poverty*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/over-100-millionaires-call-wealth-taxes-richest-raise-revenue-could-lift-billions>
- 51 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.8 et 3.12.
- 52 Voir les exemples dans la Section 2.1 du rapport complet.
- 53 Voir la note méthodologique (en anglais), Stat. 3.17.



## Oxfam

Oxfam est une confédération internationale composée de 21 organisations qui, aux côtés de ses partenaires et alliés, vient en aide à des millions de personnes dans le monde. Ensemble, ils luttent contre les inégalités afin de mettre un terme à la pauvreté et à l'injustice, maintenant et sur le long terme, pour un avenir à égalité. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam Afrique du Sud ([www.oxfam.org.za](http://www.oxfam.org.za))

Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))

Oxfam Aotearoa ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))

Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))

Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))

Oxfam Brésil ([www.oxfam.org.br](http://www.oxfam.org.br))

Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))

Oxfam Colombie ([lac.oxfam.org/countries/colombia](http://lac.oxfam.org/countries/colombia))

Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))

Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))

Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))

Oxfam IBIS (Danemark) (<https://oxfamibis.dk/>)

Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))

Oxfam Intermón (Espagne) ([www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org))

Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))

Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))

Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))

Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))

Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

KEDV ([www.kedv.org.tr](http://www.kedv.org.tr))



**OXFAM**